

Ville entrepreneuriale, ville créative, ville contestée :

Hambourg entre 1983 et 2013

• Ben Kerste

*Doctorant en sociologie **

Dossier

Dans une première partie, l'article présente l'évolution économique de Hambourg, depuis les années 1970, en décrivant les axes forts de la politique de « l'Entreprise Hambourg » et les concepts de « ville en croissance » et de « ville créative ». Dans la deuxième partie, sont décrits les effets socio-spatiaux de cette politique, en portant l'attention sur deux projets urbains actuels : la « Hafencity » et « l'IBA » (Exposition Internationale d'Urbanisme). La troisième partie est consacrée aux initiatives contestataires qui dénoncent cette politique comme néolibérale et comme ségrégative. Elle s'intéresse notamment au succès du manifeste « Not in Our Name : Marke Hamburg » et du squat « le Gängeviertel ».

Dans un contexte postindustriel de crise économique mondialisée et d'affaiblissement du rôle des Etats-nations, les grandes villes entrent de plus en plus en concurrence les unes avec les autres. Pour relever ce défi, l'image attractive de la ville est devenue une ressource. L'art et la culture, en particulier, jouent un rôle décisif dans l'émergence d'une nouvelle image de « ville créative ». En s'appuyant sur le cas de Hambourg, cet article a pour objet d'apporter une contribution au débat sur les rapports entre restructuration urbaine, investissement économique, projet culturel et les résistances qui peuvent en découler.

La ville de Hambourg, dont l'économie fut longtemps fondée sur les activités industrialo-

portuaires et le commerce, a connu une crise économique et démographique grave, qui a culminé vers le milieu des années 1970. Le discours du maire de l'époque, Karl von Dohnanyi, sur « L'Entreprise Hambourg » (*Unternehmen Hamburg*) marque, en 1983, une réorientation de la politique de la ville dans le but de renforcer le secteur tertiaire et d'améliorer l'attractivité et l'image de celle-ci. Des projets architecturaux et culturels sont envisagés pour améliorer la qualité de vie et faire venir une population aisée. Cette politique, qui se traduisait – et se traduit encore – par les concepts de « ville en croissance » (*wachsende Stadt*) et de « ville créative » (*kreative Stadt*), a eu un grand succès en termes démographiques

* LAMES, MMSH, UMR 7305, 5 rue du Château de l'horloge, BP 647, 13094 Aix-en-Provence, cedex 2.
ben.kerste@googlemail.com

et économiques. Dans le même temps, ces dernières années, de nombreuses initiatives contestataires vont voir le jour à Hambourg, dénonçant cette politique comme injuste et ségrégative. Les acteurs de ces contestations, appartenant majoritairement à une classe moyenne dotée d'un haut capital culturel, vont s'organiser – à partir de 2009 – au sein du réseau « *droit à la ville* » (*Recht auf Stadt* – terme emprunté au sociologue français Henri Lefebvre (1968)).

Dans une première partie, cet article présente l'évolution économique de Hambourg depuis les années 1970, en décrivant les axes forts de la politique de « l'Entreprise Hambourg » et les concepts de « ville en croissance » et de « ville créative ». Une deuxième partie vise à décrire les effets socio-spatiaux de cette politique, en portant une attention particulière à deux projets urbains actuels : la « *Hafencity* » et l'« *Internationale Bauausstellung (IBA)* » (Exposition Internationale d'Urbanisme). La troisième partie est consacrée aux initiatives contestatrices et s'intéresse notamment au succès du manifeste « *Not in Our Name : Marke Hamburg* » et du squat le « *Gängeviertel* ».

« L'Entreprise Hambourg » et la ville en croissance

En écho à la crise économique de la ville fordiste, le maire hambourgeois Karl von Dohnanyi (SPD) lançait, en novembre 1983, le concept de « l'Entreprise Hambourg » (1983). Depuis près de vingt ans, l'importance du port et de l'industrie de Hambourg régressait pour de multiples raisons.

« *Le commerce et les transports ont été les éléments essentiels du développement économique, et ce depuis le Moyen Age. Un tiers des emplois dépend encore directement ou indirectement du commerce extérieur* » (Dangschat, 1992, p. 58). Les élus locaux, depuis toujours, étaient réticents à l'égard de l'industrie, ce qui fait que celle-ci était sous-représentée à Hambourg, par rapport aux autres

villes allemandes. « *En 1961, il y avait 1 007 000 employés à Hambourg, 60 % dans le secteur tertiaire, 40 % dans le secondaire* » (ibidem). Impressionné par la politique de réindustrialisation menée à Rotterdam autour des activités du port, Hambourg chercha, dans les années 1960 et 1970, à implanter de nouvelles industries. Le succès fut limité. La main-d'œuvre dans l'industrie diminua de 40 % entre 1970 et 1992, ce qui correspond à 50 000 emplois (ibidem : p. 60). En plus, cette priorité aux nouvelles activités secondaires eut pour effet de négliger les entreprises existantes. « *Entre 1965 et 1976, Hambourg a perdu plus de 114 000 emplois au profit de la banlieue* » (ibidem : p. 59). Parallèlement à la stagnation du secteur secondaire, le rôle du port faiblit : entre 1970 et 1984, les emplois liés aux activités du port diminuent, passant de 190 000 à 144 000. En accord avec Dangschat (1992, p. 59), on peut considérer que « *l'évolution de la division internationale du travail, entraînant le transfert vers le tiers monde des différentes étapes de la transformation des matières premières, ainsi que la crise mondiale de l'industrie navale et les deux chocs pétroliers de 1973-1974 et de 1979-1980* » ont constitué les principales causes de la crise économique à Hambourg.

Cette crise s'est également accompagnée d'une crise démographique : « *Entre 1964 et 1987, 263 000 habitants ont quitté la ville, et la population a diminué pour atteindre 1 579 884 habitants* » (Dangschat, 1992, p. 58). Dans son discours de 1983, Dohnanyi considérait que la spécialisation de l'économie de Hambourg dans l'exploitation des ressources maritimes était à l'origine de la situation de crise. Il invitait à se concentrer davantage sur la ressource humaine, c'est-à-dire la ressource de la connaissance et de la créativité en renforçant des domaines comme les médias, les hautes technologies et les services modernes. De fait, le secteur des services va s'accroître de 115 000 emplois entre 1961 et 1987. Pour mener à bien cette transformation, Hambourg se devait d'améliorer et d'affiner son image nationale et internationale afin de devenir attractive pour les « *créateurs des nouvelles industries et des prestations de*

service » (Dohnanyi, 1983). Il fallait donc repenser toute l'organisation de la ville en soumettant tous les domaines d'activité et tous les acteurs aux impératifs de l'innovation et de l'attractivité.

Le concept de « l'Entreprise Hambourg » a fait référence pour la politique de la ville jusqu'aux années 2000. Il fut précisé, en 2002, par la notion de « ville en croissance », promue par la coalition formée alors entre les partis CDU (conservateur), FDP (libéral) et PRO (populiste de droite). « *Pour consolider la présence de Hambourg et pour développer le caractère unique de son site vers une marque internationale, on doit s'appuyer sur des projets urbains et architecturaux ainsi que des événements culturels et des festivals* » (Freie und Hansestadt Hamburg, 2002, p. 23). A la fin des années 2000, l'approche de la « ville en croissance » a été complétée par celle de la « ville créative ». L'œuvre emblématique de Richard Florida – *The rise of the creative class* (2002) – est devenue la référence principale pour la politique de la ville. Selon Florida, « *la croissance des villes est dépendante de leur capacité à attirer ceux qu'il nomme les "créatifs", qui sont source d'impulsion pour l'ensemble de l'économie régionale. Pour y parvenir, les villes doivent faire en sorte de favoriser la combinaison de trois domaines contractés sous la formule des 3 T, que sont la technologie, le talent (Bac+5) et la tolérance (diversité culturelle, communauté homosexuelle, et domaine artistique)* » (Silvent, 2012). Pour attirer des créatifs, en 2007, la ville adjoignait au concept de ville en croissance, celui de « Hambourg : ville de talents » (*Talentstadt Hamburg*) (Overmayer, 2010, p. 11). En 2009, ces deux concepts étaient réunis dans « *La charte de Hambourg : grandir avec prévoyance* »¹. Les objectifs déjà présents dans le concept de la ville en croissance furent complétés par ceux de la défense de la nature, de la justice sociale et notamment de l'économie créative, liée à la diversité culturelle et d'innovation : « *Hambourg doit servir de référence internationale en tant que métropole en croissance des talents, de la durabilité et de la disposition pour la responsabilité.* ».

Le fil rouge de la politique municipale de Hambourg, au cours des trente dernières années, a donc consisté à attirer une population bien précise : des familles avec de jeunes enfants, des étudiants, des « créatifs » et des talents, des étrangers qualifiés, des touristes et des investisseurs privés. Le développement démographique et économique de ces dernières années a donné un certain crédit à cette politique. La population est passée de 1 579 884 habitants, en 1985, à 1 798 836 habitants en 2011. Dans la même période, les emplois ont augmenté, passant de 712 957 à 835 148². La croissance du secteur de l'économie créative³ notamment a été de 9,7 %, avec un apport de 70 318 emplois entre 2003 et 2008 (Hamburg Kreativ Gesellschaft, 2012, p. 38). Aujourd'hui, à Hambourg, les revenus moyens annuels par habitant sont les plus élevés des seize *Länder* allemands (Hambourg : 25 198 Euros ; moyenne nationale : 20 420 Euros)⁴. Il reste à examiner les conséquences sociales et économiques de cette politique pour la partie de la population qui n'était pas ciblée par la ville « en croissance » ou la ville « créative ».

Les effets sociaux de la politique hambourgeoise

Dès 1992, Dangschat (65/6) remarque que « *les décideurs (élus locaux, urbanistes, Chambre de Commerce, investisseurs) semblent prendre seulement en compte les secteurs, les zones ou les groupes sociaux qui bénéficient de la croissance. De ce fait, Hambourg est en passe de devenir de plus en plus une société à deux vitesses* ». Il constate que la croissance démographique et économique est accompagnée par une restructuration socio-spatiale. D'un côté, le centre-ville a connu une densification forte, dont « *l'architecture postmoderne prédominante est devenue un symbole de la puissance des secteurs dynamiques de l'économie.* » (ibidem). Ainsi, Hambourg a été la première des grandes villes allemandes à créer un noyau commerçant de qualité en centre-ville. D'un autre côté, la combinaison de la spéculation immobilière en

centre-ville et l'interruption de la construction de nouveaux logements (sociaux) a renforcé la ségrégation socio-spatiale. « *En 1987, il y avait 275 000 logements sociaux. En l'an 2000, il n'en restera plus que 100 000* » (ibidem, p. 66).

Les appréhensions de Dangschat sur l'existence d'une ville à deux vitesses se sont avérées exactes. En 2008, environ 200 000 habitants, notamment au sud et à l'est de la ville, sont catégorisés comme « pauvres » (Birke, 2010, p 181). L'écart des revenus moyens annuels bruts entre certains quartiers ou certains faubourgs est immense : Nienstedten : 150 000 €, Blankenese : 94 500 €, Othmarschen : 88 900 €, Harburg : 19 200 €, Rothenburgsort : 18 200 €, Veddel : 17 000 € (ibidem, p. 182). Et en 2010, un cinquième de la population hambourgeoise gagne moins de 1000 € net par mois⁵.

L'historien et sociologue Peter Birke (2010) a identifié la politique de « l'Entreprise Hambourg », de la ville en croissance et de la ville créative, comme étant à l'origine de cette ségrégation socio-spatiale. Pour lui, cette politique se traduit par la marchandisation des services sociaux de la ville, notamment au niveau du marché immobilier. La société publique de construction de logement SAGA / GWG est le logeur principal à Hambourg. Ses 120 000 appartements sont principalement situés dans les quartiers les plus pauvres. Néanmoins, elle a augmenté ses loyers d'un tiers entre 1997 et 2007 (Birke, 2010, p. 183). Comme Dangschat l'avait anticipé, mais avec dix ans de plus que prévu, le nombre de logements sociaux a diminué de 211 000 en 1993 à 98 495 en 2012 (ibidem). En contradiction avec l'idée de la ville en croissance, la construction d'appartements a, de fait, diminué fortement ces dernières années. Entre 1992 et 1998, environ 8 000 appartements étaient construits annuellement, avec une surface moyenne habitable de 75m². Entre 2002 et 2011, l'orientation du marché vers une population à niveau de revenu élevé a eu pour conséquence une baisse du nombre de logements construits annuellement : environ 3 500 appartements d'une surface moyenne d'environ 107 m² (ibidem). Et si l'on constate un

déficit de 40 000 à 70 000 logements aujourd'hui à Hambourg, on note, en revanche, une forte surproduction de nouveaux bureaux. Ainsi, en 2011, on comptait 1,56 millions de m² de bureaux vides, dont le prix moyen de loyer est le plus élevé d'Allemagne (14,67 €/m²).

La concomitance entre un manque de logements à prix abordable – pour les habitants à faibles revenus – et une pléthore de bureaux ne découle pas seulement de la finalité de faire de Hambourg une métropole attractive, elle est tout simplement un moyen pour la ville, et surtout pour les agences privées, d'augmenter leur profit. Comme Lefebvre (1974) et, par la suite, Harvey (2008) l'ont démontré, les projets urbains constituent pour le capitalisme, forcé de grandir sans cesse, un moyen essentiel pour réinvestir son surplus. Au-delà d'une vitalisation du marché des matières premières et du secteur du bâtiment, la valorisation de l'espace urbain par la construction d'immeubles modernes est la promesse d'un profit à long terme – réalisé dans le marché de la spéculation financière. Le marché immobilier à Hambourg (et ailleurs) ne se base donc pas sur la valeur d'usage des immeubles, mais sur leur valeur d'échange à l'échelle du marché international.

Selon certains critiques, comme l'universitaire Peter Birke ou le journaliste Christoph Twickel, les deux grands projets actuels de réaménagement urbain à Hambourg, la « Hafencity » et « l'IBA », aggravent la ségrégation socio-spatiale. A cet égard, il faut préciser que la « Hafencity » est un projet de reconstruction sur un terrain abandonné de l'ancien port, au bord de l'Elbe. Il permet d'agrandir la surface du centre-ville de près de 40 %, en mêlant « *des zones résidentielles, bureaux, commerces et restaurants, promenades et places, ainsi que d'importants équipements culturels, comme la salle de concert « Elbphilharmonie », le musée maritime international et le Centre des sciences. D'ici 2025, [...] on espère que « [...] quelque 12 000 personnes vivront dans ce nouveau quartier et plus de 45 000 y travailleront* »⁶. Pour ce faire, l'Etat hambourgeois, en 1997, a créé le « *Hafencity Hamburg GmbH* » (SARL) qui finance et organise le réaménagement du terrain.

Ce « bien exceptionnel de la ville et du port » (*Sondervermögen Stadt und Hafen*) est découplé du contrôle du Sénat. Son financement doit être assuré par la vente des terrains requalifiés aux « *global players* » du monde économique. Cependant, en 2010, la *Hafencity Hamburg GmbH* présentait un découvert de 350 millions d'Euros (Birke, 2010, p. 157) et, en 2011, la ville entière se retrouve avec un déficit budgétaire de 21,421 milliards d'Euros⁷. De plus, la ville agit comme garant financier face aux bailleurs de fonds, du fait de son engagement à louer des bureaux vides... pour un coût estimé à 400 000 € par mois (ibidem). Pour le contribuable, le coût de l'immeuble phare de la Hafencity, le fameux opéra de luxe « *Elbphilharmonie* », est passé de 77 millions d'Euros, au début de sa programmation, à environ 575 millions pour sa réalisation finale prévue en 2016. Pour Olaf Scholz, maire actuel de Hambourg, cela souligne la capacité de la ville de Hambourg à défendre son statut autonome et à financer près de 600 millions d'Euros (ou plus) par des finances publiques (discours à la Chambre de commerce et d'industrie Marseille Provence, le 15 mars 2013). Le journaliste engagé Twickel, quant à lui, critique, comme beaucoup d'autres, le caractère antidémocratique de ce projet et exige l'interruption des travaux pour en faire « *un symbole de la mégalomanie urbaine mise en échec* »⁸.

En ce qui concerne le terrain de l'IBA, dans les quartiers Wilhelmsburg et Veddel, au sud de l'Elbe, les conditions sociales, spatiales, culturelles et économiques sont bien différentes. Le pourcentage de la population d'origine étrangère y varie de 56,8 % à 70,4 % (pour l'ensemble de la ville de Hambourg, il est de 29,2 %). 10,7 % des 55 000 habitants sont au chômage, soit 5,9 % de plus que le taux moyen de l'ensemble de la ville (en juin 2012)⁹. A la différence de la Hafencity, l'IBA n'est pas un projet de réaménagement urbain sur un terrain vide, il vise à requalifier les îles de l'Elbe : « *De 2006 à 2013, sur les îles de l'Elbe, au cœur de la ville de Hambourg, l'IBA Hamburg élabore des réponses innovantes et durables aux questions liées à l'avenir des grandes villes :*

caractère de plus en plus cosmopolite de la communauté urbaine ("Cosmopoles"), multiples manières de transformer les quartiers relégués du centre-ville ("Métrozones"), aménagement urbain respectueux de l'environnement ("Villes et changement climatique"). L'IBA va concevoir 60 projets exemplaires prenant en compte les questions immobilières, sociales, économiques, culturelles ayant pour objectif de stabiliser et mettre en valeur le port de Harbourg en amont, et les quartiers Wilhelmsburg et Veddel jusqu'alors délaissés »¹⁰.

Un tel projet, avec un volume total budgétaire d'environ un milliard d'Euros¹¹, provoque par principe des critiques locales. Une équipe de chercheurs engagés¹² a publié une œuvre collective pour rendre visible des réalités sociales et des conflits non-identifiés, qui sont cachés derrière les images colorées de l'IBA. Selon ces critiques, l'IBA s'inscrit dans les stratégies municipales de la ville entrepreneuriale. La représentation officielle, qui met en avant la promesse d'un avenir meilleur pour tous les habitants déjà sur place, serait purement cosmétique et pas tenable. Pour eux, l'IBA et son slogan principal « Saute sur l'Elbe » (*Sprung über die Elbe*) sont en continuité avec l'objectif de la ville en croissance, de faire venir dans ces quartiers des étudiants et des jeunes familles à revenus élevés (AKU 2013, p. 10-11). La représentation négative de ces quartiers, qui a prévalu jusqu'aux années 2000, à travers une image de délabrement, de négligence, de criminalité et de pauvreté, est depuis, systématiquement remplacée au travers de brochures très valorisantes : « *La gentrification est plus qu'un simple modèle ou un programme. Elle est une pratique sociale qui produit des effets locaux très divers. Une partie de cette pratique consiste à rendre visible un « style de vie » et une disposition souhaitée. A partir de là, il se constitue un « non-lieu » (Unort), qui est mis en image pour figurer des quartiers utopiques de Hambourg, comme la Hafencity et le monde d'IBA, des lieux qui n'existent pas* ». De la même façon, les personnes sont effacées des dessins architecturaux. « *On prétend seulement*

qu'elles pourraient y vivre dans l'avenir. Et leur style de vie est présenté comme désirable, au contraire de ce lieu sauvage et dangereux, qui était là avant, et qui est rendu invisible, alors qu'il existe encore. » (Birke, 2013, p. 23).

Plus concrètement, on observe les premiers signes d'un processus de gentrification : entre 2006 et 2012, les loyers des nouvelles offres ont augmenté de 5,97 Euros net/m² à 8 Euros net/m². Entre 2006 et 2017, le nombre de logements sociaux a diminué de 8 200 à environ 4 500 (AKU 2013, p. 89). Les nouveaux bâtiments énergétiques et durables vont être loués à un prix plus élevé encore : 12,85 Euros nets/m² (AKU, 2013, p. 85), ce qui n'est pas compatible avec les revenus des habitants du quartier. De plus, le « Nouveau Centre Wilhelmsburg » (*Neue Mitte Wilhelmsburg*), où la plupart des nouveaux bâtiments énergétiques se situe, va être un lieu fermé. Avec des loyers bien au-dessus des loyers moyens, ce lieu offre en même temps tous les commerces et les services municipaux de proximité. « *Le RER vers le centre-ville est à quelques mètres, ainsi la confrontation avec les cités peut être facilement évitée. Ceux qui vont habiter ici vont vivre dans une 'gated community'* » (ibidem, p. 22).

On peut donc identifier clairement une politique « entrepreneuriale » ou « néolibérale » derrière les approches de la ville en croissance et de la ville créative. Selon Holm (2009, p. 8), celle-ci est caractérisée par une soumission de la politique municipale à la compétition entre métropoles urbaines, par une orientation des administrations et des services de la ville à la maximisation du profit économique, par une globalisation des projets urbains et architecturaux en s'appuyant sur des événements internationaux, par une intégration du marché immobilier local au marché global et, finalement, par de nouvelles stratégies et mécanismes d'exclusion et d'éviction de certains groupes ou de certaines pratiques sociales.

La contestation de la « ville entrepreneuriale » et de la « ville créative » par le « droit à la ville »

Depuis 2009, un ensemble d'artistes et d'intellectuels locaux s'est organisé dans un réseau dénommé « le droit à la ville ». Ils dénoncent les objectifs et les conséquences de la politique municipale qui vient d'être décrite. A la suite de Henri Lefebvre, le sociologue allemand Andrej Holm résume le droit à la ville comme étant le « droit à l'accès » à la qualité des modes de vie et aux services de la société urbaine. Cela « *ne se réduit pas à l'utilisation concrète de certains espaces urbains, mais inclut également l'accès aux débats politiques et stratégiques concernant les voies futures du développement urbain* » (Holm, 2009, p. 1). Jusqu'à aujourd'hui, ces acteurs se sentent exclus de la réflexion et de l'élaboration de décisions qui engagent leur cadre de vie. Faisant partie des groupes ciblés par la politique municipale, ils refusent d'être enrôlés dans la promotion de la marque Hambourg sous des labels comme la « ville créative » ou la « ville de talents ». Ils sont aussi victimes de la pression immobilière et de la gentrification, que, d'ailleurs, ils contribuent eux-mêmes à provoquer – par leur présence et leurs activités valorisantes pour le quartier où ils sont installés – dans la logique de la transformation du « capital culturel » en capital économique. Le manifeste « *Not in our Name : la marque Hambourg* » est devenue un texte emblématique de ce réseau et exprime bien la critique d'une grande partie de ses acteurs : « *Pour nous, tout ce que nous faisons dans cette ville a quelque chose à voir avec l'espace libre, avec des idées alternatives, des utopies et avec des contestations de la logique d'exploitation. [...] Nous disons : une ville n'est pas une marque. Une ville n'est pas une entreprise. Une ville est une communauté. Nous posons la question sociale, qui est aussi, aujourd'hui, dans les villes, une question de luttes territoriales. Il s'agit de conquérir et de défendre des endroits dans cette ville qui soient vivables, même pour*

des gens qui ne font pas partie du groupe ciblé par la ville en croissance. Nous nous adjugeons notre droit à la ville avec tous les citoyens de Hambourg qui refusent d'être ramenés et réduits à un « Standortfaktor »¹³.

Ces endroits à conquérir ou à défendre sont nombreux à Hambourg. Il s'agit des lieux où des *« activistes environnementaux, qui luttent contre la construction du tracé d'un chauffage urbain, rencontrent des jardiniers amateurs menacés d'expulsion, ainsi que des créateurs culturels qui s'opposent à l'instrumentalisation comme « Standortfaktor ». En outre, il y a des groupes autonomes (des anarchistes), des associations de locataires, ainsi que des gens qui luttent selon des concepts alternatifs contre des projets phares urbains et la privatisation des richesses publiques »* (Vrenegor, 2012, p. 2).

Le réseau « Droit à la ville » par la pluralité de ses initiatives, par ses nombreuses manifestations contre les *fetten Mieten* (littéralement « les loyers gras »), avec près de 5 000 participants, par de nombreuses actions artistiques et politiques, par des congrès internationaux et finalement par une campagne de sensibilisation très bien organisée, a réussi à démontrer au public et à certains politiciens les manques et les défaillances de la politique municipale de Hambourg, ainsi que la situation critique du marché immobilier.

Par ailleurs, en plus du manifeste contre la marque Hambourg, le squat « *Gängeviertel* » (« quartier des ruelles ») a attiré l'attention. Le *Gängeviertel* est, aujourd'hui, ce qui reste d'un quartier ouvrier historique de Hambourg. Suite à des années de décrépitude, sans utilisation, il a été acheté par un investisseur hollandais dans le but d'en rénover une partie, mais surtout d'en détruire la plus grande part, afin de le louer et de le vendre, après reconstruction, avec le maximum de profit. Un groupe d'artistes, d'activistes et d'urbanistes, après plusieurs mois de préparation détaillée, a squatté l'ensemble, le 22 août 2009, pour y installer un signe visible d'opposition à la politique entrepreneuriale de la ville. Et pour éviter une expulsion immédiate, les initiateurs ont mobilisé 3 000 personnes par des stratégies et des techniques diverses, et sous

le slogan « *Komm in die Gänge* »¹⁴. L'occupation du *Gängeviertel* constitue la preuve que des stratégies oppositionnelles sont capables de parvenir à détourner la politique municipale officielle, en l'occurrence celle de la ville créative. Au lieu de le faire clandestinement, les occupants ont squatté le quartier de manière créative : *« Nous étions certains que si nous allions nous présenter comme ça [d'une manière créative], la ville aurait un problème de légitimité pour nous faire expulser [...] Nous avons instrumentalisé ses idées de marchandisation à notre profit »*, précise l'activiste René Gabriel (Interview 06.10.12).

Dès lors, le *Gängeviertel* a attiré l'attention nationale et même internationale. La démarche artistique et la volonté, dès le début, de rentrer en négociation avec la municipalité, ont créé, tout à la fois, une légitimité et les sympathies du public et des médias pour le squat. Cette opération a finalement forcé la ville à racheter l'immeuble à perte. Les squatteurs se sont installés dans différentes maisons pour y créer des ateliers, un studio de films, une bibliothèque, un cinéma en plein air, un garage à vélo, une cuisine, un bar, un salon de thé, et des lieux destinés à des débats politiques, des concerts, des projets pédagogiques avec des écoles ou, plus simplement, des rencontres avec les gens. En revanche, si le squat *Gängeviertel* devait servir seulement aux besoins d'une élite artistique de la classe moyenne, si son potentiel critique se bornait à la politique culturelle et immobilière de la ville, le squat se laisserait facilement intégrer dans l'image de la ville visée : celle d'une métropole dynamique, cosmopolite et créative. Les acteurs du *Gängeviertel* ont conscience de ce danger : *« Le projet Gängeviertel serait avorté s'il était intégré discrètement au service culturel hambourgeois, en servant les besoins d'une contemplation esthétique et en optimisant, en tant que lieu touristique attractif, le site économique de Hambourg »* (Kowalsky & Weiß, 2012, p. 125).

Il reste que la limite entre l'art, comme instrument d'une critique sociale, et l'art, comme accessoire des projets urbains et facteur d'attractivité économique, est floue. Ainsi, dans

le cadre de l'IBA, à partir de 2007, des projets artistiques ont déclenché des débats vifs au sein du milieu du « droit à la ville »¹⁵. Le point central de la critique était qu'indépendamment de la qualité artistique, un projet qui participe à l'IBA n'aura pas les moyens d'établir et de maintenir une dynamique contestataire. En 2007, le collectif local d'artistes engagés « LIGNA » a réalisé un projet sonore à Wilhelmsburg. Sous le titre de « L'île au trésor » (*Schatzinsel*)¹⁶, ce projet – financé par l'IBA – a eu pour but de raconter des histoires sur la vie du quartier et son passé, en tant que les lieux d'immigration, et sur les conditions de travail de ses habitants. Un an après, les artistes constatent, dans un article intitulé « L'IBA gagne toujours » (*Die IBA gewinnt immer*), que la dimension critique de leur projet (comme de tous les autres) n'est pas ancrée dans le territoire et ne s'inscrit pas dans la durée. Ces projets restent abstraits, sans conséquences politiques réelles, si ce n'est qu'ils augmentent l'acceptation de l'IBA aux yeux des habitants (Source Internet : Frahm, Ole et Michaelsen, Torsten, 2008)¹⁷. Le milieu culturel engagé apparaît donc clivé entre ceux qui, pour garder leur autonomie de critique politique, refusent de participer à l'IBA ou à d'autres projets institutionnels, et ceux qui, pour survivre professionnellement, rentrent dans ces projets, tout en essayant d'y maintenir une attitude critique.

Conclusions

Pour conclure et pour dépasser le clivage « pour » ou « contre », on peut constater que le réseau « le droit à la ville », ces dernières années, a su réaliser une large alliance. Au travers de prémisses et de positions politiques communes, ainsi que d'une solidarité partagée et des stratégies coordonnées, les acteurs de ce réseau ont établi un discours alternatif à celui de la « Marque Hambourg ». Le *Gängeviertel* a contribué à mettre en lumière les revendications de tout ce réseau et à obtenir une légitimité de ses exigences. Le détournement de la puissance

symbolique de la culture et de son attractivité, fortement mis en avant et diffusé au sein de l'occupation du *Gängeviertel*, a mis en lumière les ambiguïtés de la politique de la ville. La réorientation de la politique hambourgeoise en 1983 a été une réussite en termes économiques et démographiques. Par contre, le renversement de la crise est allé de pair avec un renforcement de la ségrégation sociale et une politique urbaine et culturelle subordonnée à l'image et l'attractivité de la ville. Sur ce fonds, un des messages clés du *Gängeviertel* consiste à dire qu'il est toujours possible de s'approprier avec succès de l'espace urbain, même dans une zone consacrée au commerce et au tourisme. A cet égard, Birke (2010, p. 175) remarque que des mouvements sociaux n'ont pas pour fonction d'animer des dynamiques sociales, mais d'initialiser une rupture avec la politique municipale considérée comme injuste, et de récupérer des espaces ouverts et libres pour des changements réels. La question se pose de savoir si, à l'avenir, les effets ségrégatifs de la politique de transformation urbaine, découlant des concepts de « ville en croissance » et de « ville créative », continueront à se manifester.

Notes

- 1 Source Internet : Bürgerschaft der freien und Hansestadt Hamburg.
- 2 Source Internet : Statistisches Amt für Hamburg und Schleswig-Holstein : p. 14 et p. 98.
- 3 La société de la créativité de Hambourg (Hamburger Kreativ Gesellschaft) est un établissement municipal qui a comme but de renforcer la compétitivité et la diversité de l'économie créative à Hambourg. Sur leur site d'internet (<http://kreativgesellschaft.org/de>), l'économie créative est définie par des branches : architecture, art plastique, design, film, littérature, musique, presse, radio, logiciel, théâtre, danse et publicité.
- 4 Source Internet : Bundesländerranking 2012.
- 5 Source Internet : Statistisches Amt für Hamburg und Schleswig-Holstein : p. 108.
- 6 Source Internet : Association franco-allemande de Marseille.

- 7 Statistisches Amt für Hamburg und Schleswig-Holstein : p. 201.
- 8 Source Internet : Christoph Twickel.
- 9 Statistisches Amt für Hamburg und Schleswig-Holstein : Hamburger Stadtteil-Profile 2012, p. 46 et p. 48.
- 10 Source Internet : Association franco-allemande de Marseille.
- 11 La plupart de cet d'argent vient des investisseurs privés. La ville, sous forme de sa société filiale IBA, finance officiellement 90,2 millions d'Euros.
- 12 Les chercheurs s'engagent, depuis 2006, dans un groupe qui s'appelle « Arbeitskreis Umstrukturierung Wilhelmsburg » (AKU - Groupe de travail sur la restructuration de Wilhelmsburg) avec le but de rendre visibles à la fois les enjeux économiques derrière l'IBA, la politique municipale et les formes de contestations locales.
- 13 Traduction approximative : indicateur de prestige. Il mesure la qualité de vie dans une ville, p.ex. dans les domaines de l'habitat, de l'emploi, de l'espace vert, mais aussi des lieux de loisir et de divertissement. Sur ce fond, des « créatifs » sont invités par des élus, des urbanistes et des entrepreneurs économiques à créer une ambiance vivante et tolérante dans certains quartiers, à offrir des lieux et des pratiques de loisir et de consommation culturelle, bref, à augmenter la qualité de vie et donc l'attractivité d'une ville. La version originale du manifeste se trouve sur le site de l'initiative « Not in our Name : Marke Hamburg » : <http://nionhh.wordpress.com/about/>
- 14 « Komm in die Gänge » veut dire à la fois « Viens dans le quartier » et « Bouge-toi ».
- 15 Une partie de ces débat est accessible (en allemand) sur le site du “The Thing : Plattform für Kunst und Kritik” : http://www.thing-hamburg.de/index.php?id=403&no_cache=1
- 16 Une partie de ces enregistrements est accessible sur <http://aporee.org/maps/> → Wilhelmsburg.
- 17 Source Internet : Frahm, Ole et Michaelsen, Torsten.

Références

- Birke, P. (2010). Herrscht hier Bank ? Die aktuellen Proteste gegen das Unternehmen Hamburg. *Sozial.Geschichte Online*, 3, 148-191.
- Dangschat, J.S. (1992). Hambourg : la ville « entreprise ». In J.-L. Bonillo, A. Donzel et M. Fabre (dir.), *Métropoles portuaires en Europe. Barcelone, Gênes, Hambourg, Liverpool, Marseille, Rotterdam*, pp. 57-70. Marseille : Parenthèses.
- Florida, R. (2002). *The rise of the creative class. And How It's Transforming Work, Leisure, Community and Everyday Life*. New York City : Perseus Books Group.
- Freie und Hansestadt Hamburg - Staatliche Pressestelle (2002). *Leitbild : Metropole Hamburg - Wachsende Stadt*. Hamburg.
- Hamburg Kreativ Gesellschaft (2012). *Kreativwirtschaftsbericht 2012 für Hamburg*. Hamburg.
- Harvey, D. (2008). The right to the city. *New Left Review*, 53, 23-40.
- Holm, A. (2009). Recht auf Stadt – Soziale Kämpfe in der neoliberalen Stadt. In Rosa-Luxemburg-Stiftung Thüringen e.v. (dir), *Die Stadt im Neoliberalismus. RLS/Gesellschaftsanalyse*, pp. 27-37. Jena.
- Kowalsky H. & Weiß Margeaux (2012). Insel der Unordnung – Über Institutionalisierung und die temporäre autonome Zone Gängeviertel. In Gängeviertel e.V. (ed.) : *Mehr als ein Viertel*, pp. 1213-1227. Hamburg.
- Lefebvre, H. (1968). *Le droit à la ville*. Paris : Edition Anthropos.
- Lefebvre, H. (1974). *La production de l'espace*. Paris : Edition Anthropos.
- Overmayer, K. (2010). *Kreative Milieus und offene Räume in Hamburg*. Berlin : Studio UC.
- Vrenegor, N. (2012). Entlang einer imaginären Linie. Drei Jahre Recht-auf-Stadt-Bewegung in Hamburg – ein Zwischenstopp. In C. Laimer (dir), *Stadt selber machen, Dérive - Zeitschrift für Stadtforschung*, n° 49. Wien.

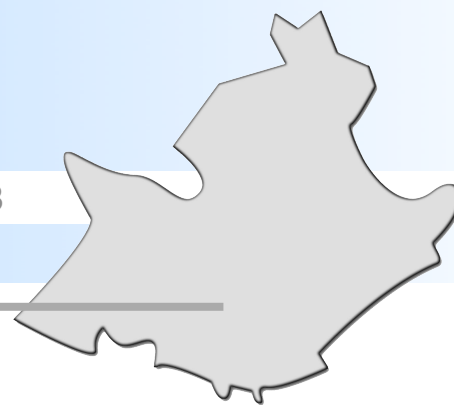
Sources numériques

- Association franco-allemande de Marseille (2013). Jumelage Marseille – Hambourg. (Site consulté en février 2013). <http://www.lamaisonallemande-marseille.com/consultation-hambourg.php>
- Bundesländerranking 2012 : Das Stärken-Schwächen-Profil. Hamburg.* (Site consulté en avril 2013). <http://www.bundeslaenderranking.de/pdf/hamburg.pdf>
- Bürgerschaft der freien und Hansestadt Hamburg (2010). Mitteilung des Senats an die Bürgerschaft Leitbild Hamburg : Wachsen mit Weitsicht. (Site consulté en avril 2013). <http://www.hamburg.de/contentblob/2115436/data/download-objekt-leitbild.pdf>
- Dohnanyi, K. (1983). *Unternehmen Hamburg.* (Site consulté en mars 2013). <http://www.der-uebersee-club.de/vortrag/vortrag-1983-11-29.pdf>
- Frahm, O. & Michaelsen, T. (2008). *Die IBA gewinnt immer.* (Site consulté en mai 2013). <http://www.thing-hamburg.de/index.php?id=888>
- IBA (2012). *Kreativität trifft Stadt. Kreatives Quartier Elbinsel.* (Site consulté en novembre 2012). <http://www.iba-hamburg.de/themen-projekte/kreatives-quartier-elbinsel/projekt/kreatives-quartier-elbinsel-5.html>
- Silvent, L. (2012). *La ville créative : quelle place pour la culture ?* (Site consulté en mars 2013). <http://www.mythe-imaginaire-societe.fr/?p=4352>
- Statistisches Amt für Hamburg und Schleswig-Holstein (2012). *Statistisches Jahrbuch Hamburg 2012/2013.* (Site consulté en mars 2013). http://www.statistiknord.de/uploads/tx_standdocuments/JB12HH_Gesamt.pdf
- Twickel, C. (2012) : *Hamburger Elbphilharmonie. Plädoyer für eine Ruine.* (Site consulté en décembre 2012). <http://www.spiegel.de/kultur/gesellschaft/der-bau-der-hamburger-elbphilharmonie-sollte-endgueltig-gestoppt-werden-a-873232.html>

Faire Savoirs

n° 10 - décembre 2013

Sciences humaines et sociales en région PACA



Les Nouveaux Horizons de la Culture

Coordination : André Donzel

Julie Humeau

*Les Tibétains exilés en Inde :
dynamique des réseaux
d'entraide et transformation du
don bouddhique tibétain*

Hubert Amarillo

*La pré-socialisation aux enjeux
de l'emploi dans le sport : une
responsabilisation du temps de
l'adolescence*

Christophe Demarque

*Perspective temporelle future et
communication engageante : une
approche psychosociale du
rapport au futur dans le domaine
de l'environnement*

Jacques Guilhaumou

*Les sociétés méditerranéennes face
au risque. Représentations. Edité par
Bernard Cousin, Institut Français
d'archéologie orientale, Le Caire,
2011*